

DEPARTEMENT DES ARDENNES

COMMUNE DE
LUMES

PLAN LOCAL D'URBANISME

PRESCRIT LE 14.08.1980
PUBLIE LE 12.12.1983
APPROUVE LE 28.11.1985



CACHET DE LA MAIRIE

SIGNATURE DU MAIRE

PRESCRITE LE	REVISION		MODIFICATION APPROUVEE LE	MISE A JOUR LE
	ARRETEE LE	APPROUVEE LE		
01.12.1995	19.12.2003	03.09.2004		

AUTRES ANNEXES

5C

AUTRES ANNEXES

- 1** LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES
BOIS ET FORETS SOUMIS AU REGIME FORESTIER
LISTE DES LOTISSEMENTS DONT LES REGLES D'URBANISME ONT ETE
MAINTENUES
PRESCRIPTIONS D'ISOLEMENT ACOUSTIQUE AU VOISINAGE DES
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE
- 2** PORTER A CONNAISSANCE
- 3** DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL ARRETANT LE PLU
- 4** AVIS DE L'ETAT
- 5** AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
- 6** RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
- 7** DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL APPROUVANT LE PLU

LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

Le numéro de l'emplacement réservé porté aux plans de zonage renvoie à la liste ci-dessous :

N°	Désignation	Superficie	Bénéficiaire
1	Extension du cimetière	5 784 m ²	Commune
2	Aménagement du carrefour RD 5 RD 5bis	1 627 m ²	Commune
3	Aménagement du carrefour RD 33 RD 5bis	1 228 m ²	Commune
4	Chemin de promenade (7,80 m de large)	5 728 m ²	Commune
5	Chemin de promenade (7,80 m de large)	384 m ²	Commune
6	Accès à la zone 2AU	497 m ²	Commune
7	Accès à la zone 2AU	659 m ²	Commune
8	Accès à la zone 2AU	579 m ²	Commune
9	Voie principale de la zone d'activités (20 m de large)	21 542 m ²	Commune
10	Elargissement du chemin de la Leupierre (10 m de large)	5 713 m ²	Commune
11	Voie de desserte de la zone d'activités (12 m de large)	4 026 m ²	Commune
12	Espace vert et bassin de rétention des eaux pluviales de la zone d'activité	22 296 m ²	Communauté de Communes des Balcons de Meuse
SUPERFICIE TOTALE		70 063 m ²	

BOIS ET FORETS SOUMIS AU REGIME FORESTIER

Parcelle forestière		références cadastrales			
numéro	surface	section	numéro	lieudit	surface
1	11 ha 14 a 90	ZD	307p	Revers Verte Voie	0 ha 35 a 90
		ZD	308p	Les Gaillardises	10 ha 79 a 00
2	01 ha 17 a 67	AD	35	Revers de la Corde	0 ha 39 a 40
		AD	36	Revers de la Corde	0 ha 57 a 70
		AD	50	Le Grand Sart	0 ha 20 a 57
TOTAL	12 ha 32 a 57				12 ha 32 a 57

LISTE DES LOTISSEMENTS DONT LES REGLES D'URBANISME ONT ETE MAINTENUES

Aucun.

PRESCRIPTIONS D'ISOLEMENT ACOUSTIQUE AU VOISINAGE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE

Des prescriptions d'isolement acoustique sont instaurées par arrêtés préfectoraux sur les tronçons d'infrastructure de transport terrestre ci après. Voir le tracé sur le plan des informations utiles.

Arrêté préfectoral n° 99.219 du 5 mai 1999 sur les voies ferrées et les routes nationales :

- ⇒ Voie ferrée n° 204 000 de Mohon à Thionville, segments de ligne n°1121 et 1122, tronçon n° 1 du km 142.754 au km 145.568 catégorie 1 → sur un couloir de 300 mètres
- ⇒ Autoroute A 203 de part et d'autre de l'échangeur n° 7 (Lumes) catégorie 2, tissu ouvert → sur un couloir de 250 mètres.

Arrêté préfectoral n° 2000.455 du 26 septembre 2000 sur les routes départementales:

- ⇒ RD 33 de l'échangeur de l'A 203 au début de la zone 60 km/h la Maladrerie, catégorie 3, tissu ouvert → sur un couloir de 100 mètres.
- ⇒ RD 33 de la zone 60 km/h la Maladrerie à la RD 5 catégorie 4, tissu ouvert → sur un couloir de 30 mètres.

PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

REÇU le

31 MAI 1999

Rép:-----

ARRETE N° 99/219

PORTANT CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES RESEAU ROUTIER NATIONAL ET VOIES FERREES

Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

VU le décret modifié n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret modifié n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

VU le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,

VU le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

VU l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

VU l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

VU l'arrêté préfectoral n° 98-215 du 28 avril 1998 donnant délégation de signature à M. Michel BERNARD, Secrétaire Général de la Préfecture,

Vu l'avis du comité de pilotage réuni le 26 octobre 1998,

VU l'avis des communes suite à leur consultation en date du 17 novembre 1998

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

ARRETE

Article 1^{er} - Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département des Ardennes aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Les tableaux joints en annexes 1 et 2 donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons. Les principales informations sont reprises schématiquement sur la carte jointe donnée à titre indicatif.

Article 3 - Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soin et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets n° 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4 - Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction ou la rénovation des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dBA)	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dBA)
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31.130 « Cartographie du bruit en milieu extérieur » à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les « rues en U »,

- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentée de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5 - Le présent arrêté est applicable, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6 - Les communes concernées par le présent arrêté sont récapitulées en annexe 3.

Article 7 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, les maires des communes concernées et le Directeur départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le 5 mai 1999

Pour ampliation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

Pascal SOLEIL

Le Préfet

Michel Bernard
Le Préfet

Michel BERNARD



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES ARDENNES

**DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**

**BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE**

A R R E T E N° 2000/455

**PORTANT CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES
DE TRANSPORTS TERRESTRES
RESEAU DEPARTEMENTAL HORS DES COMMUNES
DE CHARLEVILLE-MEZIERES ET SEDAN**

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret modifié n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu le décret modifié n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

Vu le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,

Vu le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu l'arrêté 2000/417 du 1^{er} septembre 2000 donnant délégation de signature à M. Michel BERNARD, Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,

Vu le rapport d'étude « Classement sonore des infrastructures de transports terrestres » (mars 1998) du Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (C.E.R.T.U.),

Vu l'avis des communes suite à leur consultation en date du 19 août 1999,

Vu l'avis du comité de pilotage réuni le 21 juin 1999,

ARRETE

Article 1er – Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département des Ardennes aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 – Le tableau joint en annexe 1 donne pour chacun des tronçons d'infrastructures concernés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons. Chaque distance est comptée à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche. Les principales informations sont reprises sommairement sur les schémas ci-joints donnés à titre indicatif.

Article 3 – Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soin et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristiques à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets n° 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Article 4 – Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dBA)	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dBA)
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

(ces valeurs servent pour le calcul détaillé des isolations des façades)

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « Cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les « rues en U » ;
- à une distance de l'infrastructure * de 10 mètres, augmentée de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

- Cette distance est mesurée à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche .

Article 5 – Le présent arrêté est applicable, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et des services déconcentrés de l'Etat et de son affichage dans les communes concernées.

Article 6 – Les communes concernées par le présent arrêté sont récapitulées en annexe 2.

Article 7 – Des copies du présent arrêté sont adressées aux Maires des communes concernées, au Président du Conseil Général, au Directeur Départemental de l'Équipement.

Charleville-Mézières, le 26 septembre 2000

Pour ampliation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau




Dominique LARONDE

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Signé : Michel BERNARD



PRÉFECTURE DES ARDENNES

**Direction
Départementale
de l'Équipement**

Ardennes

SUH/2.DOC.URBA

Affaire suivie par

Fabrice LEROY

☎ 24.52.49.16

96/1082

Charleville-Mézières, le 25 MARS 1996

LE PREFET DES ARDENNES

à

Monsieur le Maire

08440 LUMES

AR
27
REP

OBJET : Urbanisme - Construction

Collectivités locales

LUMES - POS révision

P. J. : 4 plans - 1 fiche.

Par délibération du 1er décembre 1995, le conseil municipal a décidé d'entreprendre la révision du plan d'occupation des sols de LUMES approuvé le 28 novembre 1985 et mis à jour le 12 juillet 1994.

En application des dispositions du Code de l'Urbanisme et notamment son article L 123.3, je porte à votre connaissance les prescriptions, servitudes et dispositions s'appliquant sur le territoire de la commune de LUMES et devant être prises en compte dans le POS.

I - PRESCRIPTIONS NATIONALES D'AMENAGEMENT

Ainsi qu'il est stipulé à l'article L 110 du Code de l'Urbanisme :

"Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports

.../...

répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace".

Les documents d'urbanisme (art. L. 121.10) *"déterminent les conditions permettant :*

- d'une part, de limiter l'utilisation de l'espace, de préserver les activités agricoles, de protéger les espaces forestiers, les sites et paysages naturels ou urbains, de prévenir les risques naturels prévisibles et les risques technologiques, et

- d'autre part, de prévoir suffisamment d'espaces constructibles pour les activités économiques et d'intérêt général, ainsi que pour la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'habitat.

Les dispositions du présent article valent loi d'aménagement et d'urbanisme au sens de l'article L 111.1 du présent code".

Par ailleurs, certains articles du Règlement National d'Urbanisme (RNU) dits *"d'ordre public"* continuent à s'appliquer à la délivrance des permis de construire même dans le cadre d'un POS opposable aux tiers.

.../...

Il est d'usage de rappeler ces articles en préambule du règlement de POS. Il s'agit des articles suivants :

- "R.111.2 - Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions par leur situation ou leurs dimensions, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique".

- "R.111.3 - La construction sur des terrains exposés à un risque tel que : inondation, érosion, affaissement, éboulement, avalanches, peut, si elle est autorisée, être subordonnée à des conditions spéciales.

Ces terrains sont délimités par arrêté préfectoral pris après consultation des Services intéressés et enquête dans les formes prévues par le décret N° 59-701 du 6 juin 1959 relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et avis du Conseil Municipal."

- "R.111.3.2 - Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques."

- "R.111.4 - Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

.../...

Il peut également être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte, tenu notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

La délivrance du permis de construire peut être subordonnée :

a - à la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux besoins de l'immeuble à construire.

b - à la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées au deuxième alinéa ci-dessus.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre".

- "R. 111.14.2 - Le permis de construire est délivré dans les respects des préoccupations d'environnement définies à l'article 1er de la loi n° 79-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Il ne peut être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions, par leur situation, leur destination ou leurs dimensions, sont de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement."

- "R. 111.15 - Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales lorsque, par leur importance, leur situation, et leur affectation, des constructions contrarieraient l'action d'aménagement du territoire et d'urbanisme telle qu'elle résulte de directives d'aménagement national approuvées par décret, et notamment des dispositions des schémas directeurs intéressant les agglomérations nouvelles approuvés avant le 1er octobre 1983 ou, postérieurement à cette date dans les conditions prévues au b du 2è alinéa de l'article R 122-22."

.../...

- "R. 111.21 - Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales."

Il n'existe pas, à l'heure actuelle d'autre prescription nationale affectant le territoire de la commune de LUMES.

Le contenu du P.O.S. (rapport de présentation, règlement, documents graphiques et annexes) est fixé par les articles R. 123.16 à R. 123.24 du code de l'Urbanisme.

Je vous rappelle qu'un P.O.S doit être compatible avec les dispositions d'un schéma directeur. Le rapport de présentation devra justifier cette compatibilité avec le SDAU de CHARLEVILLE (art. R 122-27 et R 123-17 du C.U).

II - SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

S'agissant de servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques actuellement inscrites au P.O.S, les plans de zonages devront reporter les couloirs à l'intérieur desquels il ne doit pas y avoir d'espace boisé classé, à conserver ou à créer (cf. plan joint).

La largeur desdits couloirs est de :

- 60 mètres pour la ligne 225 kv (1 circuit),
- 60 mètres pour la ligne 225 kv (2 circuits),
- 35 mètres pour la ligne 63 kv (1 circuit),
- 40 mètres pour la ligne 63 kv (2 circuits).

.../...

Les fiches de servitudes I4 (E.D.F) et I3 (GDF) sont complétées comme suit :

I 4 - Remarques importantes : Avant d'entreprendre des travaux à proximité d'une ligne électrique H.T.B, en raison du danger que cela représente, déclaration doit en être faite, en application de la réglementation en vigueur.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser auprès des représentants locaux :

Pour les lignes de tension inférieure à 50 000 V :

EDF - GDF Service ARDENNES
5 rue Gervaise - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

Pour des lignes de tension supérieure à 50 000 V :

EDF - ELCA
GET CHAMPAGNE ARDENNE
Impasse de la Chaufferie
BP 246 - 51059 REIMS CEDEX

I 3 - Pour d'éventuels renseignements complémentaires, consulter le service compétent :

GAZ de FRANCE
5 rue Gervaise - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

et

GAZ de FRANCE - Région Est
24 Quai Sainte-Catherine - 54042 NANCY CEDEX

III - PROJET D'INTERET GENERAL

Néant.

.../...

IV - INFORMATIONS UTILES

L'article R 123-5 du code de l'urbanisme prévoit que je porte à votre connaissance toute information utile à l'élaboration de votre POS dont notamment les avis et demandes suivants :

1 - Outre les observations évoquées au chapitre II ci-dessus, la Direction de la Production et du Transport de Gaz de France souhaite que le règlement de la zone ND indique clairement la possibilité d'implantation de canalisations de transport de gaz.

Le groupe d'Exploitation Transport Champagne-Ardenne d'EDF demande de prendre en considération la possibilité d'aménagement du poste de LUMES 225/63 kv, à savoir :

- construction ou modification de bâtiments techniques,
- construction ou modification de structures techniques d'exploitation,
- construction de logements pour le personnel d'exploitation,
- mise en conformité des clôtures du poste avec les règles de sécurité relatives aux installations d'énergie électrique.

2 - Télédiffusion de France à NANCY et l'Armée de Terre - Circonscription militaire de défense de METZ désirent être consultées sur le projet du P.O.S révisé, arrêté par le conseil municipal.

3 - La SNCF et le Service Navigation du Nord-Est - subdivision de Charleville-Mézières souhaitent être invités aux réunions au cours desquelles les questions relatives à leur domaine respectif seraient débattues.

4 - L'Office National des Forêts fait savoir que les parcelles sections AD N° 35, 36, 50 et ZD N° 65, 77, 78, 79, 80 soumises au régime forestier doivent être classées en zone ND.

.../...

5 - La Direction régionale des Affaires Culturelles définit trois sites archéologiques reconnus : une nécropole mérovingienne (1), le château (2) et l'église Saint-Brice (3) - voir plan joint - Elle demande , conformément au décret N° 86-192 du 5 février 1986 et à l'article R 111.3.2 du code de l'urbanisme que lui soient communiqués pour avis tous les dossiers de demande d'autorisation de lotir, de permis de construire, de permis de démolir et des installations et travaux divers affectant le sous-sol sur une surface de 100 m2 et plus dans un périmètre de 200 m autour des sites connus et pour le reste du territoire communal les dossiers de demandes affectant le sous-sol sur une surface de 3000 m2 et plus .

Elle désire, en outre, être saisie pour instruction préalable des dossiers concernant les projets de grands travaux (remembrement, routes) afin d'effectuer les interventions nécessaires en amont de ces travaux.

A titre conservatoire, elle demande aussi que le règlement du POS mentionne explicitement les dispositions de l'article R 111.3.2 du code de l'urbanisme, ainsi que celles des lois des 27 septembre 1941 et 15 juillet 1980 relatives à la protection du patrimoine archéologique.

6 - La Direction Régionale de l'Environnement fait savoir que la commune est concernée par une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique : ZNIEFF de type I N° 737, ballastière des AYVELLES et VILLERS-SEMEUSE (voir plan et fiche joints). Elle précise également que le projet révisé du plan d'occupation des sols devra prendre en compte l'élément paysage pour définir les zones urbanisables et protéger les éléments paysagers les plus remarquables (formations végétales isolées, linéaires).

L'intervention d'un paysagiste ou d'une personne compétente dans ce domaine serait souhaitable pour réaliser l'étude préalable sur le paysage.

.../...

En outre, le plan d'occupation des sols pourrait prescrire l'obligation de réaliser les nouveaux branchements électriques ou téléphoniques en souterrain.

Le décret 94-469 du 3.06.94 impose aux communes la réalisation d'un zonage de leur territoire, distinguant notamment les secteurs relevant de l'assainissement collectif de ceux relevant de l'assainissement non collectif: autonome ou semi-groupé (même remarque de la DDAF). Ce zonage devant faire l'objet d'une consultation publique dans les mêmes formes que les POS (art R.123.11 CU), il paraît judicieux de mener conjointement les deux procédures. Cela suppose :

- a) de mener les études de sols en même temps que les autres études engagées pour l'élaboration du POS,
- b) de faire figurer ce zonage comme partie intégrante du POS et non seulement comme annexe sanitaire (art L .123.1 CU),
- c) de tirer les conséquences de ces études dans le règlement du POS (définition des C.O.S, taille des parcelles, activités raccordables...).

Cette démarche de zonage est cependant indispensable pour afficher les choix de la commune en matière de traitement des eaux usées, pour mieux asseoir juridiquement les obligations de raccordement, pour faire le point sur le fonctionnement du réseau existant et définir les règles de raccordement.

L'article 35 de la loi sur l'eau fait également obligation aux communes de définir :

- "les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement",

.../...

- "les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement."

Dans cette optique, il est souhaitable :

- a) d'introduire dans le POS la figuration des écoulements sous forme de cartographie des thalwegs,
- b) de préconiser la mise en oeuvre de techniques de maîtrise de ruissellement (rétention et/ou infiltration) lors de la réalisation d'aménagements groupés (lotissements) ou d'équipements publics (voiries,...),
- c) de réserver les emprises au sol permettant la réalisation d'ouvrages de rétention avant rejet.

7 - La loi sur l'eau a fixé au 05.01.97 l'échéance pour définir et établir les périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable. L'Agence de l'eau Rhin-Meuse indique qu'une partie du territoire communal est concernée par le périmètre de protection éloignée du puits de la commune de VILLERS-SEMEUSE proposé dans un rapport de l'hydrogéologue agréé du 28.3.1994. Il y aura lieu de reprendre ce périmètre dans le zonage du P.O.S dès l'approbation de la déclaration d'utilité publique.

8 - En application de l'article L 123.1 du code de l'urbanisme, les POS doivent délimiter les zones urbaines ou à urbaniser en prenant compte des risques naturels prévisibles.

Ainsi, la délimitation des zones urbanisables devra être modifiée afin de tenir compte des crues de décembre 1993 et janvier 1995.

Je vous signale également qu'à compter du 1er janvier 1997 et en dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voiture routière (A 203 pour LUMES).

.../...

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
- aux bâtiments d'exploitation agricole,
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, la réfection ou l'extension de constructions existantes.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'imposent pas dès lors que les règles concernant ces zones, contenues dans les plan d'occupation des sols, ou dans un document d'urbanisme en tenant lieu, sont justifiées et motivées au regard notamment des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Deux voies qualifiées bruyantes : l'autoroute A.203 et la ligne de chemin de fer CHARLEVILLE-MEZIERES - SEDAN traversent le territoire de la commune. Sur une distance de 200 m de part et d'autre de l'axe de ces voies, des normes d'isolement acoustique des bâtiments d'habitation s'imposent dans le respect de l'arrêté ministériel du 6 octobre 1978. Les plans de zonage du P.O.S délimiteront les zones à l'intérieur desquelles s'appliquent les normes d'isolement (art. R 123-19 et R 123-24 du code de l'urbanisme).

Le Service Navigation fait part des observations suivantes :

- droit de passage pour les pêcheurs en application de l'article L 235-9 du Code rural : tout propriétaire ou locataire est tenu de laisser, à l'usage des pêcheurs, un espace libre de 3,25 m sur les cours d'eau navigables ou flottables (sauf arrêté préfectoral le ramenant à 1,50 m),
- limite d'extraction de matériaux par rapport au lit mineur en application de l'article 28 du code du domaine public fluvial : il est interdit d'extraire à moins de 11,70 m de la limite des rivières domaniales ou des bords des canaux domaniaux des terres, sables et autres matériaux,

.../...

- plan des surfaces submersibles de la Meuse approuvé par décret
N° 92.218 du 4 Mars 1992 :

* sur les zones Aet B dites à grand débit ou complémentaire,
tout remblai ou construction doit faire l'objet d'une déclaration
préalable à l'Administration,

* l'Administration a la faculté d'interdire ou d'ordonner les
modifications nécessaires.

D'une manière générale, il conviendra d'indiquer dans le
règlement des diverses zones, que toute projet de construction,
modification du terrain naturel ou aménagement d'infrastructure,
situé en surface submersible, devra faire l'objet d'une autorisation
préalable du service de la Navigation.

Le P.O.S devra permettre la rénovation de la maison
barragiste et de ses annexes ainsi que la modernisation éventuelle du
barrage à aiguilles actuel.

Bien entendu toutes ces demandes et avis pourront être
développés par mes services dans le cadre du groupe de travail que
vous allez constituer pour la révision du POS.

Enfin, j'appelle votre attention sur le fait que la loi vous fait
obligation de me communiquer tout arrêté ou délibération
concernant la révision de votre POS et d'appliquer les mesures de
publicité prévues par le décret N° 83 813 du 9 septembre 1983
visant l'affichage en mairie et l'insertion dans deux journaux de
l'arrêté ou de la délibération sus-évoqués.

LE PREFET,

*Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,*


Jean-Luc NEVACHE

COMMUNE DE LUMES

NOMBRE DE CONSEILLERS : 15
EN EXERCICE : 15
PRESENTS : 11
AYANT DONNE POUVOIR : 03

DATE DE LA CONVOCATION : 12 décembre 2003
DATE DE L'AFFICHAGE : 12 décembre 2003
ABSENTS : 01
VOTANTS : 14

Le dix neuf décembre deux mil trois, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire, Salle de la Mairie à la suite de la convocation adressée le douze décembre deux mil trois, sous la présidence de Monsieur Jean ROSE, Maire de la Commune.

Etaient Présents : Messieurs ROSE Jean – GERBAULT Michel – JAISSON François – BRUHIER Francis – THIERY Bernard – BOUTIN Frédéric – FREROT Jean-François – MICHEL Daniel – POTET Claude – BULLOT Dominique – BOURGEOIS Francine

Mme CASSART Simonne qui donne pouvoir à Mr MICHEL Daniel
Mr VUILMET Jean-Marie qui donne pouvoir à Mr JAISSON François
Mr DEREGARD Eric qui donne pouvoir à Mr FREROT Jean-François
Mme MILLY Régine

PREFECTURE des ARDENNES
BUREAU DU CONTRÔLE DE LA LEGALITE

14 JAN. 2004

Absent : Néant

ARRIVEE

RECU à la

PREFECTURE des ARDENNES

DELIBERATION : ARRET DU PROJET DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles le Plan Local d'Urbanisme a été élaboré et à quelle étape de la procédure il se situe. Il rappelle les motifs de cette élaboration et explique les choix réalisés en cohérence avec les orientations générales du projet d'Aménagement et de Développement Durable dont le Conseil Municipal a débattu le 27/06/2003.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les modalités de concertation. La concertation s'est effectuée tout au long de l'étude du PLU. Les réunions publiques d'informations ont eu lieu les 05/06/2003 et 25/11/2003. Un questionnaire a été envoyé aux industriels (et aux agriculteurs) de la Commune le 18/04/2003. Un registre a été présent en Mairie pendant la durée de concertation et a été régulièrement consulté. Le groupe de travail a pris en compte les informations provenant de la concertation au fur et à mesure de l'étude du dossier, jusqu'aux dernières remarques faites suite à la deuxième réunion avec la population.

Le bilan de la concertation fait apparaître uniquement des remarques ponctuelles sur le dossier. Toutes les remarques ont été étudiées et celles que le groupe de travail a jugées pertinentes ont été intégrées au dossier.

Après avoir entendu l'exposé du maire, le Conseil Municipal,

Vu la délibération en date du 12/01/2002 prescrivant l'élaboration du PLU et définissant les modalités de concertation ;

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durable, les orientations particulières d'aménagement, le règlement, les documents graphiques et les annexes ;

Vu le bilan de la concertation présenté par le Maire.

Considérant que le projet de PLU est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration et aux personnes qui ont demandé à être consultées.

Après en avoir délibéré :

- Arrête le projet de PLU de la Commune de Lumes tel qu'il est annexé à la présente ;
- Précise que le projet de PLU sera soumis pour avis :
 - à l'ensemble des personnes publiques associées mentionnées à l'article L.121.4 du code de l'urbanisme
 - aux communes limitrophes aux établissements publics de coopération intercommunale intéressés qui en ont fait la demande ;
- Dis que ce dossier est tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures d'ouverture de celle-ci.

Le Maire,
Jean ROSE

Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération transmise en Préfecture

Le Maire,
Jean ROSE





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES ARDENNES

ARRIVÉ
01 JUIN 2004
REP

Le PREFET

direction
départementale
de l'Équipement
Ardennes



Service urbanisme et
habitat
Pôle urbanisme

COPIE

Charleville-Mézières, le

27 MAI 2004

Monsieur le Maire

Vous m'avez transmis pour avis, le projet de PLU arrêté le 19 décembre 2003 par votre conseil municipal dans le cadre de sa révision

Les objectifs principaux affichés dans le cadre de cette élaboration sont les suivants :

- mettre à disposition de nouvelles zones urbanisables afin de favoriser le développement de votre commune,
- favoriser l'accueil d'activités économiques,
- préserver le patrimoine bâti et naturel de votre commune,
- mettre votre document d'urbanisme en compatibilité avec le PPR de la Meuse aval.

Le projet de PLU appelle de ma part les observations figurant dans le document ci-joint.

Avant de poursuivre la procédure, il me paraît nécessaire que la commune prenne en compte les diverses observations émises, notamment en ce qui concerne la limite exacte de prescription d'isolement acoustique.

3, rue des Granges Moulues
BP 852
08011 CHARLEVILLE-
MEZIERES CEDEX
téléphone :
03 24 52 49 49
télécopie :
03 24 37 51 17
mél : DDE-Ardennes
@équipement.gouv.fr

Monsieur le Maire
de Lumes

Par ailleurs, vous indiquez au rapport de présentation que les terrains situés le long de la voie communale n° 4, entre le lotissement du Val Fleury et le lotissement du Maroc, avaient fait l'objet, en cours d'étude d'un projet de classement en zone à urbaniser. Puis vous précisez qu'une étude antérieure a spécifié les risques d'inondation encourus en cas de multiplication des constructions sur ce secteur.

Cette justification paraît insuffisante. Les éléments concrets de l'étude, notamment la qualification de l'aléa sur lesquels vous vous êtes appuyé pour proposer à votre conseil municipal, un retrait de ces terrains de la zone urbanisable, doivent être exprimés au rapport de présentation.

Les services de l'Etat sont à votre disposition dans le cadre de leur association à la procédure de révision, pour apporter toute précision, aide ou information dont vous auriez besoin. L'avis des services de l'Etat fait en tout état de cause, partie intégrante du dossier soumis à l'enquête publique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet

Pour le Préfet,
- Secrétaire Général

Pierre CASTOLDI

**PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LUMES**

**OBSERVATIONS DES SERVICES DE L'ETAT SUR LE PROJET DE
REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME.**

A – PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Sans observation.

B – RAPPORT DE PRESENTATION

► **Transport**

Page 24: l'autoroute est encore appelée A203. Toutefois, selon la nomenclature des autoroutes du 31 juillet 1995, l'itinéraire Reims-Bouillon (frontière belge) est appelé A34.

Pages 31, 41, 49 : concernant les zones affectées par le bruit des transports terrestres, il serait nécessaire d'accompagner la légende « bruit des axes de circulation » d'un graphisme spécifique.

► **Sites archéologiques :**

Page 35 : Il convient désormais de se référer aussi à la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive qui institue dans son article 9-1 une redevance d'archéologie préventive due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter, sur un terrain d'une superficie égale ou supérieure à 3 000 m², des travaux affectant le sous-sol qui sont soumis à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement ou, dans les cas des autres types d'affouillement, qui sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. En cas de réalisation fractionnée, la surface de terrain à retenir est celle du programme général des travaux.

► **Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et floristique :**

Pages 64 à 67 : Il n'y a plus lieu de se référer à la mise à jour de 1998 mais à celle validée le 31 juillet 2002.

Dans ces conditions, il conviendra de remplacer les pages mentionnées ci-dessus par celles jointes au présent avis en mentionnant la référence exacte de cette zone, à savoir :

- ZNIEFF de type I n°FR210000737 « Ballastières des Ayvelles et Villers-Semeuse »

C – ZONAGE

Zone N (naturelle) : Le rapport de présentation indique que les terrains situés le long de la voie communale n° 4, entre le lotissement du Val Fleury et le lotissement du Maroc, avaient fait l'objet, en cours d'étude d'un projet de classement en zone à urbaniser. Il est également précisé qu'une étude antérieure a spécifié les risques d'inondation encourus en cas de multiplication des constructions sur ce secteur.

Les éléments concrets de l'étude, notamment la qualification de l'aléa pris en compte pour proposer au conseil municipal, un retrait de ces terrains de la zone urbanisable, doivent être exprimés au rapport de présentation.

LEGENDE : ajouter

⇒ Secteurs Ua et Ui, application de l'article L.123.1-7 du code de l'urbanisme

D – REGLEMENT

Page 4 : concernant le patrimoine archéologique il convient de mentionner également les textes suivant

- Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.
- Loi du 27 septembre 1941 (validée et modifiée par l'ordonnance du 13 septembre 1945), particulièrement ses articles 1 (autorisation de fouilles) et 14 (découvertes fortuites.)
- Loi du 15 juillet 1980 (article 322.1 – 322.2 du nouveau code pénal, relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance dont destruction, détérioration, de vestiges archéologiques ou d'un terrain contenant des vestiges archéologiques)
- Loi n° 89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux et son décret d'application n° 91-187 du 19 août 1991.
- Article R 111 3.2. du code de l'urbanisme (permis de construire et prescriptions d'ordre archéologique).

- dire « autour des sites indiqués au plan des informations utiles » au lieu de « autour des sites indiqués au plan de zonage »

Page 7, zone U : ajouter après le périmètre de 500 mètres autour des monuments historiques classés « ou inscrits » (faire de même pour les autres zones).

Page 19, article 1AU.2 - 2.2 : modifier la phrase « Nonobstant les dispositions de l'article 1AU1, sont autorisés, s'ils rentrent dans le cadre d'une opération d'ensemble comprenant un minimum de 3 lots » de la manière suivante :

« Nonobstant les dispositions de l'article 1AU1, sont autorisés, s'ils rentrent dans le cadre :
⇒ d'une opération d'ensemble comprenant un minimum de 3 lots »

⇒ d'une opération terminale d'une opération groupée ci-dessus même si sa taille est inférieure à la taille minimale fixée

⇒ d'une opération concernant les secteurs restant non aménagés, bordés de voies publiques ou situés en limite de zone, même si leur taille est inférieure à la taille minimale fixée.

Page 20, article 1AU.2 – 2.4 : modifier la phrase « Nonobstant les dispositions de l'article 1AU1, sont autorisés, s'ils rentrent dans le cadre d'une opération d'ensemble comprenant un minimum de 2,5 hectares » de la manière suivante :

« Nonobstant les dispositions de l'article 1AU1, sont autorisés, s'ils rentrent dans le cadre :

⇒ d'une opération d'ensemble comprenant un minimum de 2,5 hectares

⇒ d'une opération terminale d'une opération groupée ci-dessus même si sa taille est inférieure à la taille minimale fixée

⇒ d'une opération concernant les secteurs restant non aménagés, bordés de voies publiques ou situés en limite de zone, même si leur taille est inférieure à la taille minimale fixée.

Faire de même pour les secteurs 1Auz et 1AUze

Page 32, article A1 - 1.1 : supprimer l'interdiction des activités agricoles puisque la zone A est une zone agricole par définition.

Page 35 articles A7 et A10 : il serait peut être prudent de réglementer les articles d'autant plus que les zones tampon Ap où des constructions sont possibles (voir A2.1) jouxtent des zones U et 1AU

Page 41 articles N7 et N10 : idem que pour les articles A7 et A10 page 35.

ZONE N : La direction du transport de Gaz de France souhaite que le règlement du PLU applicable à la zone N indique clairement la possibilité d'implantation de canalisations de transport de gaz, afin d'éviter toute ambiguïté sur la procédure à appliquer en cas de pose éventuelle d'une canalisation de gaz sur le territoire de la commune de Lumes (voir porter à connaissance).

E – ANNEXES

Cartographie :

Plans 5G1, 5G2 et 5G3 : Les limites de prescription d'isolement acoustique semblent tracées à partir de l'axe des voies alors qu'elles devraient l'être à partir du bord de chaussée (route) ou du rail extérieur (voie ferrée).

Plan 5G1 : Le long de la RD 33 à l'approche du carrefour RD5 (vitesse actuellement limitée à 50 km/h), la zone bruyante n'est plus que de 30 mètres (catégorie 4).



SUAT

Nos Réf. : JG/SB/II 2004.89
Objet : projet de PLU

ARRIVÉ

25 MARS 2004

REP

Charleville-Mézières, le 22 mars 2004

5

Monsieur le Maire Jean ROSE
Mairie de LUMES
Place de la Mairie

08440 LUMES

Monsieur le Maire,

Par la présente, j'accuse réception des documents relatifs au projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de LUMES.

Après lecture du dossier, il s'avère que le nombre de parcelles classées en zone agricole a fortement diminué par rapport au précédent document d'urbanisme. Cette réduction est le fait du classement de ces terrains en zone inondable, ce qui n'enlève en rien de leur caractère agricole et leur utilisation par l'agriculture.

La seconde cause de cette réduction tient en la création d'une zone d'activités portée par la Communauté de Communes des Balcons de Meuse.

La compagnie accepte cette zone d'activités créatrice d'emplois sur le territoire, dans la mesure où les propriétaires et exploitants des parcelles concernées, sont informés des emprises à subir et que leur reviennent des indemnités suffisantes pour compenser les préjudices.

Mes services restent à votre disposition pour de plus amples informations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président de la Chambre d'Agriculture
des Ardennes,


Joël GOBRON

ENQUETE PUBLIQUE

URBANISME

Révision du Plan Local d'Urbanisme
de la Commune de LUMES (Ardennes)

RAPPORT ET CONCLUSIONS
du Commissaire Enquêteur

Philippe GRUNENWALD
commissaire enquêteur
19, rue Dumerbion
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

SOMMAIRE

RAPPORT CIRCONSTANCIE

GENERALITES CONCERNANT L'OBJET DE L'ENQUETE

Présentation de la Commune	1
Orientation dans le projet de PLU	2
P.A.D.D.	2
Dispositions techniques	2-3

ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Références	3
Durée de l'enquête	3
Information du public	3
Dossier d'enquête	3-4
Rencontre et Visite préalables	4
Registre d'enquête	4
Permanences ouvertes au public	4
Résultat de l'enquête	4
Recensement des interventions	4
Interventions et analyse	5-6-7
Transmission du rapport et des conclusions	7

CONCLUSIONS MOTIVEES

ENQUETE PUBLIQUE

URBANISME

Révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LUMES (Ardennes)

RAPPORT du COMMISSAIRE ENQUETEUR

La Commune de LUMES est une commune du département des Ardennes, située à 11 km de SEDAN –Sous Préfecture- et à 10 km de CHARLEVILLE MEZIERES –Préfecture-

Sa superficie couvre 614 ha. La Commune est traversée par l'autoroute A 34. Ses principaux axes de communication sont la RD 5, la RD 33 et la RD 59.

Elle se compose du village proprement dit au sud de l'autoroute, et au nord, de deux hameaux : le globe et la Maladrerie.

La Commune de LUMES est incluse dans le périmètre du SDAU de Charleville Mézières déterminant ainsi :

- *la destination générale des sols,*
- *le tracé des grands équipements d'infrastructure,*
- *l'organisation générale des transports,*
- *la localisation des services et activités les plus importants*
- *les zones préférentielles d'extensions et de rénovation de l'habitation...*

Elle fait partie également de diverses structures (communauté de communes des Balcons de Meuse, divers syndicats intercommunaux...)

L'attractivité de la commune de LUMES tient au fait de sa proximité de l'agglomération de Charleville Mézières et surtout des zones commerciales et industrielles des Ayvelles à 3 km.

Cet attrait ne suffit cependant pas à maintenir un solde migratoire positif. En effet si la population de la Commune de LUMES a eu une augmentation à partir de 1975 jusqu'en 1990 elle a ensuite connu une légère baisse jusqu'en 1999 (date du dernier recensement), comme d'ailleurs le canton de Villers Semeuse dont elle fait partie et également le département des Ardennes dans son ensemble.

L'absence de terrains à bâtir semble en grande partie responsable de cette baisse.

Il existe en effet peu de commerce de service sur la commune. La proximité immédiate de Charleville Mézières et surtout de la zone commerciale empêchent l'implantation des commerces sur Lumes

En ce qui concerne l'industrie, il en existe un certain nombre sur la commune : société de transport, centrale à enrobés, entreprise de démolition etc....

Pour ce qui est de l'agriculture, un seul agriculteur a son siège d'exploitation dans le vieux village.

ORIENTATIONS DANS LE PROJET D'ELABORATION DU PLU

- la mise à disposition de nouvelles zones urbanisables afin de favoriser le développement de la commune
- favoriser l'accueil d'activités économiques
- préserver le patrimoine bâti et naturel de la commune
- mettre le document d'urbanisme en compatibilité avec le PPR de la Meuse aval.

PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le PADD est un document stratégique opposable aux tiers. Il donne une réflexion concrète sur la politique d'aménagement de la commune, une vision stratégique, une réflexion prospective, c'est à dire à long terme.

La commune de Lumes souhaite mettre en oeuvre sur son territoire, les points suivants :

- a) **développer son urbanisme**
 - en accroissant raisonnablement sa population
 - en gérant les équipements publics dans la limite des possibilités financières de la commune
- b) **améliorer la sécurité de sa desserte routière**
 - en aménageant notamment les carrefours dans les zones urbanisées
- c) **développer l'activité économique**
 - en donnant aux usines existantes des possibilités d'extension et en favorisant l'implantation de nouvelles entreprises tout en limitant les nuisances :
- d) **développer de façon harmonieuse les différentes activités**
 - en respectant l'environnement
 - en trouvant un équilibre entre industrie - agriculture - artisanat - commerce - loisirs et habitat
- e) **améliorer le cadre de vie et l'attrait touristique**
 - par la mise en valeur du bâti ancien
 - par la protection des zones boisées
 - par la mise en valeur de la Meuse
 - par un soin apporté aux entrées de commune
- f) **protéger la nature**
 - en protégeant la zone boisée
- g) **prendre en compte des risques pour tout projet**
 - risques naturels liés au fleuve
 - risques naturels liés au ruissellement du coteau
 - risques industriels (ICPE)

DISPOSITIONS TECHNIQUES

I - ZONE URBAINE - U

Il s'agit d'une zone urbaine déjà équipée. Elle comprend les secteurs Ua – Ub – Ube – Ui – Uj – Uy – Uye – Uz – Uzi – Uzie

II - ZONES A URBANISER – 1AU

Il s'agit d'une zone non équipée à urbaniser, généralement par des opérations d'ensemble. Elle comprend les secteurs 1AUi – 1AUy – 1AUz – 1AUze

III - ZONE AGRICOLE – A

Il s'agit d'une zone à vocation agricole. Elle comprend les secteurs Ae – Ap et APe

IV – ZONE NATURELLE ET FORESTIERE – N

Il s'agit d'une zone d'espace naturel à protéger. Elle comprend les secteurs Ne – Ni – Nie – Nli e Nr

Nota -

Dans les secteurs comprenant la lettre 'i' (inondable) les constructions sont réglementées par le PPR de la Meuse annexé au PLU

Les secteurs comprenant la lettre 'e' sont les zones situées dans le passage de lignes électriques
Les secteurs comprenant la lettre 'l' sont les zones destinées aux équipements sportifs et de loisirs
Les secteurs comprenant la lettre 'y' sont les zones d'activités sans nuisances
Les secteurs comprenant la lettre 'z' sont les zones d'activités à nuisances

V - ESPACES BOISES CLASSES

Il s'agit des bois et forêts à sauvegarder.

VI - EMPLACEMENTS RESERVES

Il s'agit de terrains réservés aux voies et aux ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts

Le POS de LUMES a été approuvé le 28 novembre 1985
modifié le 23 juillet 1988
le 29 juin 1990
le 21 février 1992

Par délibération du Conseil Municipal la révision a été arrêtée le 19 décembre 2003

REFERENCES

Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne n° E04000122 du 10 mai 2004 désignant Monsieur GRUNENWALD, en qualité de commissaire enquêteur.

Arrêté de Monsieur le Maire de LUMES du 24 mai 2004 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique sur la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune.

DUREE DE L'ENQUETE

du 7 Juin 2004 au 7 Juillet 2004 soit pendant une durée de 31 jours consécutifs.

PUBLICITE D'ENQUETE

L'enquête publique a été portée à la connaissance du public :

- par voie de presse :
 - ↳ en première insertion : dans les journaux "l'Union" et "l'Ardennais" - Edition du 28 Mai 2004
un rectificatif est paru dans ces mêmes journaux – Edition du 7 Juin 2004 (suite à une erreur dans les dates d'enquête)
 - ↳ en seconde insertion : dans les journaux "l'Union" et "l'Ardennais" - Edition du 22 juin 2004.
- par affichage :
de l'arrêté de mise à enquête publique, sur les emplacements réservés aux actes administratifs à la commune de LUMES.

Cet affichage a été contrôlé à chacune des permanences du commissaire enquêteur.

DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier d'enquête a été mis à la disposition du public à la mairie de LUMES pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture, et lors des permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier d'enquête était constitué comme suit :

- Rapport de présentation (1)
- PADD (2A)
- Orientations d'aménagement particulières (2B)
- Règlement (3)
- Plans de zonages (4.1 – 4.2 – 4.3)
- Annexes
 - Annexes sanitaires (5A)
 - Servitudes d'utilité publique (5B)
 - Autres annexes (5C)
- Plans du réseau d'eau potable (5D.1 – 5D.2 – 5D.3)
- Plans du réseau d'assainissement (5E.1 – 5E.2 – 5E.3)
- Plan des Servitudes d'Utilité publique (5F.1 – 5F.2 – 5F.3)
- Plan des Informations utiles (5G.1 – 5G.2 – 5G.3)

Autres pièces annexées

- Avis de l'Etat parvenu à la Mairie de 1^{er} juin 2004 soit au delà des trois mois réglementaires prévus dans l'article L123.9 du Code d'Urbanisme (envoi du dossier par la Mairie de 13 janvier 2004)

Cet avis est joint à l'enquête publique pour information et les modifications demandées par l'état seront étudiées par la commune et intégrées ou non au dossier. (Voir Document n°1 en ANNEXE)

RENCONTRE ET VISITE PREALABLES

Le commissaire enquêteur a rencontré Monsieur le Maire de LUMES ainsi que Monsieur MICHEL et Monsieur WULMET le mardi 1^{er} Juin 2004 de 16 heures à 18 heures 30, afin de recevoir des informations complémentaires sur l'ensemble du dossier. Une visite de la commune a permis d'examiner les points sensibles.

REGISTRE D'ENQUETE

A été ouvert, coté, paraphé par le commissaire enquêteur, le 07 juin 2004 à 8 heures 30.

A été mis à la disposition du public à la Mairie de LUMES, aux jours et heures d'ouverture du secrétariat pendant la durée de l'enquête et lors des permanences du commissaire enquêteur.

A été clos par le commissaire enquêteur le 07 juillet 2004 à 12 heures.

PERMANENCES OUVERTES AU PUBLIC

Les permanences ont été tenues aux jours et heures comme suit :

- mercredi 9 Juin 2004 de 10 heures à 12 heures
- mercredi 16 Juin 2004 de 10 heures à 12 heures
- mercredi 23 Juin 2004 de 10 heures à 12 heures
- mercredi 7 Juillet 2004 de 10 heures à 12 heures

RESULTAT DE L'ENQUETE

9 interventions transcrites au registre d'enquête.

8 lettres ou documents reçus en mairie et enregistrées au registre d'enquête ANNEXES n° 1 à 8

1 lettre parvenue au domicile du commissaire enquêteur.

RECENSEMENT DES INTERVENTIONS

Les interventions peuvent être recensées comme suit :

NEUF demandes de reclassement en zone U dont trois portant sur la même parcelle.

UNE demande concerne l'emplacement réservé le long de la Meuse.

INTERVENTIONS ET ANALYSE

1. Intervention n° 1

émanant de Monsieur VILLENEUVE Jony (Réclamation n° 1 du Registre d'Enquête) –
- ANNEXE n° 1-

Monsieur Villeneuve demande que sa parcelle ZC n°339 soit intégrée en zone U dans sa partie rive droite du ruisseau, le long du chemin dit de l'étang.

Les équipements d'assainissement se situent à une distance de 180 m de ce terrain donc très éloignés.

De plus, le projet d'aménagement, à terme, d'un COSEC de l'autre côté du chemin de l'étang risque de poser quelques problèmes de nuisances dues à la fréquentation.

Enfin, la rétention d'eau existante au Nord, limite les conditions de construction.

⇒ AVIS FAVORABLE au maintien de la parcelle ZC n° 339 en zone N.

2. Intervention n° 2

émanant de Monsieur JOLY Roland (Réclamation n° 2 du Registre d'Enquête)

Monsieur Joly demande si sa parcelle ZD n° 6 lieudit "le bas Misseau" est incluse en zone constructible.

La parcelle de Monsieur Joly est bien incluse en zone 1AU (urbanisable pour des opérations d'ensemble).

3. Intervention n° 3

émanant de Monsieur et Madame BILLY Bertrand (Réclamation n° 3 du Registre d'Enquête)
– ANNEXE n° 2 -

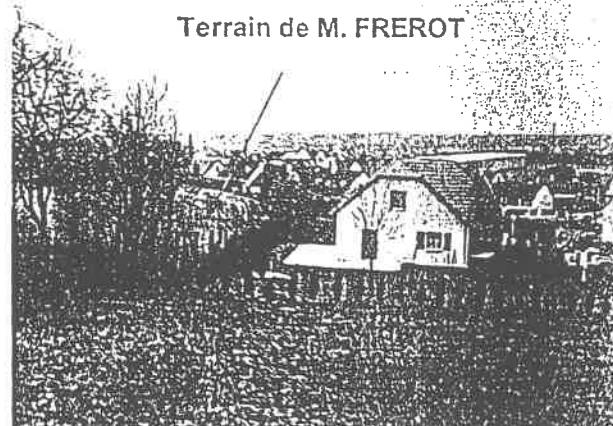
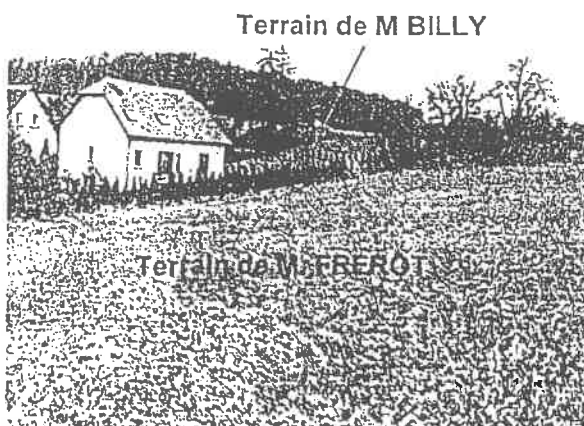
Monsieur et Madame Billy demandent que leurs parcelles ZC n° 184 - ZC n° 4 - ZC n° 5 - ZC n° 362 et AB n° 229 soient incluses en zone constructible.

a) Les parcelles ZC 184 - ZC 4 et ZC 5 sont dépourvues d'assainissement. De plus, la création d'un pôle d'activités est prévu à proximité.

⇒ AVIS FAVORABLE au maintien de ces parcelles en zone A.

b) La parcelle ZC 362 ne possède aucun assainissement, malgré sa situation contre la zone Ua.

⇒ AVIS FAVORABLE pour un reclassement, non pas en zone Ua. mais en zone 1AU où l'assainissement pourra être crée par le propriétaire lors d'un éventuel projet de construction.



c) La parcelle AB 229, située en zone N, ne possède aucun accès et sa situation de point de vue sur l'église rendrait toute construction préjudiciable.

⇒ AVIS FAVORABLE au maintien de la parcelle AB 229 en zone N.

4. Intervention n° 4

émanant de Madame OLIVEIRA Nelly (Réclamation n° 4 du Registre d'Enquête)

Madame OLIVEIRA émet la même réclamation que Monsieur et Madame BILLY, en tant qu'indivisaire de la parcelle AB 229 (*Voir intervention n°3 et réponse donnée*)

5. Intervention n° 5

émanant du Docteur BILLEBAUT (Réclamation n° 5 du Registre d'Enquête)

Le docteur Billebaut s'étonne que sa parcelle bâtie ZA n° 204 ait été classée en zone N.

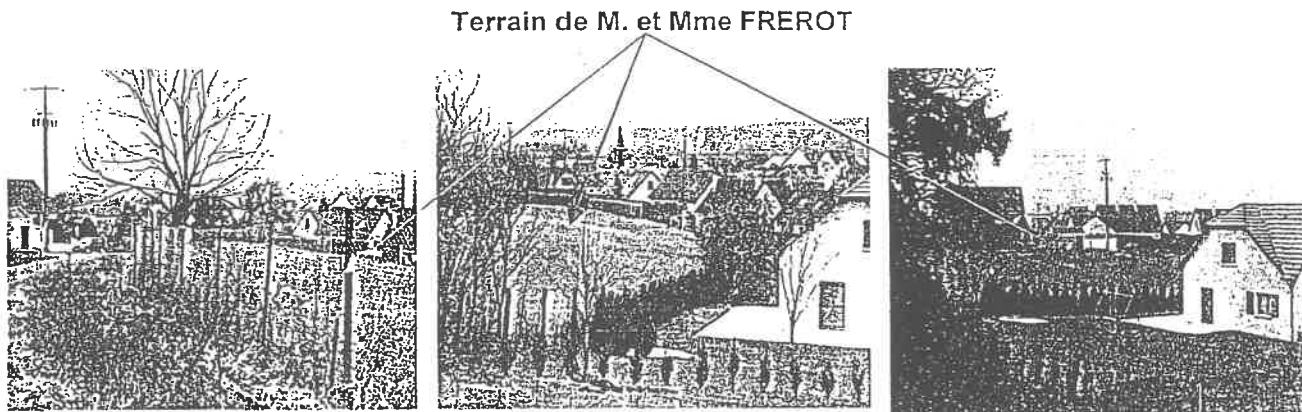
Cette parcelle est bâtie et parfaitement desservie.

⇒ AVIS FAVORABLE au passage de cette parcelle en zone Ub par extension de cette zone, existante à l'Est.

6. Interventions n° 6 et 7

émanant de Monsieur et Madame FREROT (Réclamations n° 6 et 7 du Registre d'enquête)

- ANNEXES 3 et 4 -



Monsieur et Madame Frerot souhaitent que leur parcelle ZC n° 38 soit incluse en zone constructible.

Situé à 50 m du réseau d'assainissement et ayant une superficie suffisante, ce terrain pourrait être classé en zone 1AU.

Dans cette éventualité, un aménagement spécifique devrait être réalisé afin de protéger l'intimité des riverains situés en contrebas, cette parcelle ayant une très forte dénivellée (photos page 6).

Enfin, une attention particulière devra être apportée à la récupération des eaux de ruissellement.

⇒ AVIS FAVORABLE au reclassement de cette parcelle en zone 1AU.

7. Intervention n° 8

émanant de Monsieur et Madame ARNOULD Hervé (Réclamation n° 8 du Registre d'Enquête)

Monsieur et Madame Arnould demandent que leur parcelle ZB 28 et ZB 45 soient classées en zone constructible.

Cette intervention est sans objet, ces parcelles étant déjà en zone Ub.

8. Intervention n° 9

émanant de Madame LEDOCQ Eliane (Réclamation n° 9 du Registre d'Enquête)
- ANNEXES n° 6 et 7 -

Madame LEDOCQ émet la même réclamation que Monsieur et Madame BILLY, en tant qu'indivisaire de la parcelle AB 229 (*Voir intervention n°3 et réponse donnée*)

9. Lettre parvenue au domicile du Commissaire Enquêteur

émanant de la Société ARDENNES-ENROBES. - ANNEXE n°8 -

La société Ardennes-Enrobés fait part d'une dérogation du Service de la Navigation leur accordant une servitude de halage de 3 m 25 au lieu de 7 m 80 à l'emplacement réservé dans le PLU le long de la Meuse. Elle émet également des réserves quant au flux de circulation dans le cadre de l'aménagement d'une zone d'activité.

Renseignements pris auprès du Maître d'œuvre, il semble qu'un projet d'aménagement des berges en itinéraire de randonnées soit prévu le long de la Meuse, d'où cette réservation d'emplacement. Il sera soumis à enquête publique, et le problème sera soulevé à ce moment là.

En ce qui concerne la zone d'activités et la prise en compte du flux des camions, l'enquête publique concernant la mise en place de cette zone d'activités règlera également ce problème.

TRANSMISSION DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS D'ENQUETE

Transmis le 4 août 2004 par pli recommandé à Monsieur le Maire de LUMES.

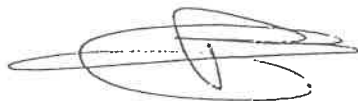
Conformément à l'arrêté municipal du 24 mai 2004 le rapport et les conclusions de l'enquête publique seront, dès réception, mis à la disposition du public à la Mairie de LUMES, pendant toute la durée légale de consultation aux jours et heures d'ouverture du secrétariat.

Par ailleurs, une copie du rapport et une copie des conclusions de l'enquête publique devront être adressées par Monsieur le Maire de LUMES à :

- Monsieur le Préfet du département des Ardennes
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne.

Fait à LUMES, le 04 août 2004
Le Commissaire-Enquêteur

Philippe GRUNENWALD



**CONCLUSIONS
DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

CONCLUSIONS du COMMISSAIRE ENQUETEUR

Considérant que le PLU dans son ensemble est rationnel, hormis les remarques précédentes, qu'il a pris en compte les objectifs fixés, à savoir :

- ⇒ la mise à disposition de nouvelles zones urbanisables afin de favoriser le développement de la commune
- ⇒ la création de zones spécifiques permettent de favoriser l'accueil d'activités économiques
- ⇒ la préservation du patrimoine bâti et naturel de la commune
- ⇒ la mise en comptabilité du document d'urbanisme avec le PPR de la Meuse aval.

En conséquence, considérant qu'il contribuera à la réalisation des buts recherchés, j'estime qu'il peut être approuvé. Je tiens toutefois à préciser, que les avis émis dans le rapport annexé, peuvent être suivis ou ne pas être suivis par le conseil municipal de LUMES dans les décisions qu'il devra prendre. Néanmoins, celles ci ne devront en aucun cas porter atteinte à l'économie générale du projet, ni avoir pour effet, la mise en cause de mesures prises en matière de protection paysagère.

Compte tenu de ce qui précède,

J'émet un AVIS FAVORABLE sur la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LUMES (Ardennes)

Fait à LUMES, le 04 août 2004
Le Commissaire-Enquêteur

Philippe GRUNENWALD

